

« Oser la confiance »

Manifeste pour une alliance éducative, républicaine et pluraliste

Les Français ont mal à leur école. Héritiers de Jean-Jacques Rousseau, disciples de Jules Ferry ou de Don Bosco, ils en attendent qu'elle forme des citoyens, prépare à l'avenir et protège du chômage, réduise les inégalités sociales. Mais l'image renvoyée par les terribles études Pisa menées dans le cadre de l'OCDE est proprement affligeante : notre école serait inefficace, dispendieuse, et particulièrement inapte à corriger les inégalités de chances héritées des acquis familiaux.

Réunis pendant deux ans dans un collectif d'éducateurs, de mouvements d'éducation populaire, de syndicalistes et de parents d'élèves, inspirés par la foi chrétienne et à ce titre concernés par les enjeux de notre Education nationale, nous partageons l'inquiétude française. Nous connaissons le malaise des enseignants, entendons les plaintes des parents, constatons qu'en effet le nombre de jeunes en échec reste important malgré des efforts et malgré des réformes. C'est pourquoi nous avons voulu prendre à bras le corps ces questions en nous fondant d'abord sur nos expériences de terrain, sans jugement à priori sur les défaillances ou les inerties supposées des uns et des autres.

Notre diagnostic se résume à peu de choses. Les difficultés de l'éducation en France ne tiennent pas, comme pourraient le suggérer les experts, à notre méconnaissance des sciences de l'éducation, ni au repli de telle ou telle corporation, ni aux privilèges indus de l'enseignement privé sous contrat, ni à la formation insuffisante des maîtres. Certes, il est toujours possible de pointer ici et là des erreurs, une répartition inadéquate des ressources publiques, des « résistances » dans la mise en œuvre des réformes. Mais ce sont là plutôt les effets d'un mal plus diffus et qui réside selon nous plutôt dans la méfiance que nourrissent les uns vis-à-vis des autres les protagonistes français de l'éducation :

- Méfiance des familles à l'égard des éducateurs qu'elles considèrent insuffisamment attentifs aux besoins particuliers de leurs enfants.
- Méfiance de l'école à l'égard de toute intervention extérieure dans son champ propre de compétence, dans la crainte de voir remise en cause sa tâche d'émancipation.
- Méfiance des employeurs à l'égard d'un système qu'ils estiment incapable de s'ouvrir aux exigences des métiers d'aujourd'hui.
- Méfiance récurrente et réciproque du secteur public à l'égard de l'école privée sous contrat.

Osons donc parler de ce qui nous fâche, de ce qui bloque les indispensables coopérations. Prenons aussi conscience de nos atouts fondamentaux : un socle homogène et de qualité pour la petite enfance, des enseignants et des responsables d'établissements dévoués et motivés, des collectivités territoriales engagées. Ce sont des conditions préalables au succès de toute réforme. Car celle-ci doit devenir l'affaire de tous dans un temps où l'incertitude sur le futur invite plus que jamais à vouloir une école ouverte sur le monde, axée sur les savoirs essentiels, y compris les savoir-faire et les savoir-être, inscrite dans la perspective d'une éducation au long de la vie qui pardonne les échecs initiaux.

Il y a quelques années, en 2004, le *Débat sur l'avenir de l'école* et, en 2012, celui des *Assises de la refondation de l'école* avaient déclenché un vaste dialogue et permis de créatives convergences entre des acteurs qui s'ignoraient. N'est-il pas temps de renouveler cette expérience autour d'enjeux précis, en vue *d'une alliance éducative républicaine et pluraliste* pour le bien de tous les jeunes et de toutes les familles ?

Paris, le 15 mai 2017

Signé par : *Apprentis d'Auteuil, La Croix, Semaines sociales de France, UNAF*



LA CROIX



LA CONFIANCE PEUT SAUVER L'AVENIR



DEPUIS 1866